



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

Etaient présents : Madame BASSOT Catherine, Madame LESURE Cathy, Madame COLLIN-CESTONE Nathalie, Monsieur DESFORGES Jérôme, Monsieur GROUTSCH Yannick et Monsieur FRANZKE Raymond, Adjoint au Maire.

Monsieur BEBON Claude, Madame HANESSE Marie Josée, Monsieur PERRET Richard, Monsieur CHOLLOT Bernard, Monsieur BURGUND Marc, Monsieur LEVIS Didier, Monsieur GALLETA Calogero, Madame BERTON Mireille, Monsieur Jean-Loup MAHIEU, Monsieur HANEN Christian, Monsieur OMINETTI Emile,

Absents ayant donné pouvoir :

Madame ADAM Claire (partie avant le vote du point n°1) a donné pouvoir à Madame LESURE Cathy,
Madame HERMANN Laurence a donné pouvoir à Monsieur FRANZKE Raymond,
Madame SCHMIDT Jessica a donné pouvoir à Madame COLLIN-CESTONE Nathalie

Absents Excusés : Madame GAYRAL Isabelle, Madame MOUGEOT Sandrine

Secrétaire de Séance : Monsieur HANEN Christian

=====

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil que nous venons d'obtenir notre 1er @ au label des villes et villages internet de France :

- seules 1700 communes sur 36 000 sont labellisées (seules 4 sur les 44 de MM)

- une première reconnaissance du travail que nous avons accompli et des actions que nous avons réalisées et souhaité valoriser : le nouveau site internet de la commune (adapté en plus et à présent aux versions mobiles Facebook pour le volet événementiel, les investissements informatiques et les accès internet dans nos écoles et pour nos enfants, la mise en place des espaces WIFI public gratuits au parc de l'Archyre et place de l'Esplanade, l'accès à internet pour les plus démunis ou en recherche d'emploi avec l'aide du CCAS soit en mairie, soit à la bibliothèque, l'enquête annuelle de satisfaction en ligne, etc ...

- Je suis très satisfait de ce label, on ne pouvait pas obtenir plus d'un @ pour la première année, c'est la règle, mais il va évoluer car nous allons poursuivre dans cette voie et avons d'autres actions à mettre en place

- Je remercie Monsieur GROUTSCH qui a porté ce dossier depuis le début, c'était une demande spécifique de ma part, et je remercie également Monsieur BURGUND pour son investissement soutenu sur les volets informatique, audio-vidéo, communication et internet en particulier, ainsi que Claude pour sa contribution sur le volet réseaux sociaux

=====

**APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 2 FEVRIER 2016 :
Approuvé à l'unanimité des membres présents.**

=====

Avant l'examen du premier point inscrit à l'ordre du jour, Monsieur le Maire présente l'intervenante de VEOLIA, concessionnaire d'une partie du réseau de distribution en eau potable de la commune, venue présenter au Conseil Municipal le projet de télérelevé envisagé par le concessionnaire sur le réseau.

=====

Point numéro 1 inscrit à l'ordre du jour :

Engagement de la procédure de désaffectation du presbytère

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que le presbytère a vocation à être utilisé pour y loger le prêtre de la paroisse. A noter qu'à Scy-Chazelles, le presbytère est également utilisé par le Conseil de Fabrique qui y occupe deux petites pièces, l'une pour ses réunions, l'autre pour stocker ses archives.

Depuis 2014, le presbytère n'est plus occupé par un prêtre et ne devrait plus l'être dans les prochaines années, car l'évêché ne semble pas envisager son remplacement.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Le Conseil de Fabrique, quant à lui, ne semble pas opposé à quitter les lieux et à être relogé dans des conditions identiques, conformément à la législation en vigueur.

Outre les frais d'entretien de cette importante bâtisse, à l'occupation de la majeure partie du bâtiment s'ajoute également la dégradation du bâtiment, qui va nécessiter des frais importants de remise en état ainsi que de mise aux normes.

Au regard de cette situation, une réflexion doit être engagée sur le devenir de ce bâtiment.

En parallèle, d'importants travaux vont être engagés par la municipalité pour la réhabilitation de l'église Saint-Rémi (toiture, joints de piliers, peintures intérieures, paratonnerre). Des fonds seront nécessaires pour financer ces travaux, la vente du presbytère pourrait en partie y contribuer.

Néanmoins, il convient de consulter l'évêché avant d'envisager le devenir de ce bâtiment.

Considérant que le logement du prêtre situé dans le presbytère du 15 rue de Crimée à Scy-Chazelles est vacant,

Considérant que la commune pourrait envisager de proposer au Conseil de Fabrique d'autres locaux dans des conditions identiques pour son bon fonctionnement,

Considérant que la vente du bâtiment pourrait servir en partie à financer les travaux de réhabilitation de l'église Saint-Rémi.

VU les articles L2541-12 et L 2544-10 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi du 18 Germinal an X sur l'organisation des Cultes,

VU l'article 1er de l'ordonnance du 3 mars 1825 relative aux presbytères,

VU le décret du 23 novembre 1994 portant déconcentration en matière de désaffectation des édifices cultuels dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'autoriser le Maire à engager la procédure de désaffectation du presbytère situé 15 rue de Crimée à SCY-CHAZELLES.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 1 (GALLETTA Calogero)

Madame BERTON demande si le presbytère est la propriété exclusive de la commune.

Monsieur le Maire le confirme, tout en précisant que la procédure de désaffectation, assez longue et nécessitant différents avis (Évêché, Conseil de Fabrique, préfet), est obligatoire en vue d'un autre usage du bien. Il précise qu'en tout état de cause, l'autre usage envisagé, soit la vente, nécessitera par la suite une délibération du Conseil Municipal.

Monsieur MAHIEU interroge Monsieur le Maire sur l'opportunité de vendre ce bien situé au cœur du village car il présente un intérêt architectural certain dont il serait dommage de se séparer.

Monsieur le Maire précise que l'intérêt n'est pas de vendre un bien du cœur de village, mais de se séparer d'un bien qui nécessitera d'importants travaux de réhabilitation et de mise aux normes, et de récupérer des fonds en vue des travaux de réhabilitation lourde de l'Église St Rémi.

Madame BERTON demande à Monsieur le Maire si la commune percevait un loyer de la part de l'Église.

Monsieur le Maire répond que la mise à disposition des locaux est gratuite tant pour l'Évêché que pour Conseil de Fabrique, ce dernier ayant la charge du petit entretien en fonction de ses possibilités financières à défaut desquels la commune pallie.

Madame LESURE souhaite savoir où sera relogé le Conseil de Fabrique.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Monsieur le Maire répond que des pistes sont à l'étude en évoquant la MECS ou l'école maternelle de Scy-haut et qu'elles seront examinées en lien avec le Conseil de Fabrique.

Madame LESURE demande si les recettes provenant de la vente du presbytère ont déjà été prises en compte dans les travaux de réfection de l'Eglise.

Monsieur le Maire répond que les sources de financement concernant ce projet sont diverses et que la vente du presbytère en fait partie. Il rappelle également que la vente du presbytère fait partie des recettes du plan pluriannuel d'investissement prévues pour le mandat.

Monsieur GALETTA, trouvant dommage que la commune se sépare d'un tel patrimoine, souhaite savoir si la vente peut être évitée en choisissant un porteur de projet qui réhabiliterait le bien.

Monsieur le Maire répond qu'il sera très difficile de trouver un porteur de projet autre que pour du logement compte tenu de la configuration des lieux et des difficultés importantes de stationnement en cœur de village. De même, il serait difficile d'envisager qu'un porteur de projet soit prêt, en tant que locataire, à investir financièrement de manière conséquente alors même que le bien ne lui appartiendra pas.

Monsieur GALETTA explique qu'il s'agit d'une belle maison dont la situation privilégiée lui confère un potentiel pour développer certaines activités comme un gîte ou des chambres d'hôtes.

Monsieur le Maire en convient tout en précisant que si ce bien n'est pas vendu, la recette escomptée devra être remplacée par un emprunt supplémentaire et augmenter de ce fait l'endettement de la commune, ce qu'il ne souhaite.

Monsieur MAHIEU demande si le bâtiment est classé.

Monsieur le Maire lui répond que ce n'est pas le cas.

Madame LESURE demande si la procédure de désaffectation sera longue.

Monsieur le Maire lui répond que la durée de cette dernière devrait être d'environ 4 à 6 mois.

Point n° 2 inscrit à l'ordre du jour :

Mécénat pour les travaux de l'Eglise

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, explique aux membres du Conseil Municipal que la commune peut recourir au mécénat pour financer une partie des travaux de réhabilitation de l'Eglise Saint-Rémi, inscrite aux monuments historiques le 26 juin 1997.

Dans le cadre de cette opération, un maître d'œuvre a été retenu pour réaliser les études et suivre les travaux, qui seront confiés à des entreprises selon les règles prévues dans le code des marchés publics. Le coût prévisionnel de cette opération, qui sera connu à l'issue des études de maîtrise d'œuvre et des appels d'offres travaux, est d'environ 400 000 € TTC.

Le mécénat permettrait à la commune de collecter des fonds auprès de particuliers comme d'entreprises, générant ainsi une source de financement complémentaire pour cette opération. Néanmoins, le succès de cette campagne est incertain, car il reposera sur la générosité des dons des mécènes.

Aussi, afin de lancer cette opération de mécénat, la commune souhaite solliciter les services de la Fondation du Patrimoine, située 62 rue de Metz 54000 Nancy, qui mettra en place la procédure permettant de collecter les dons.

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à contracter avec cet organisme.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre et à l'exécution du projet de mécénat en vue des travaux de réhabilitation de l'église Saint-Rémi,

DECIDE de confier le projet de mécénat à la Fondation du Patrimoine.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Madame LESURE demande si la Fondation du Patrimoine facture des frais de gestion pour la prestation accomplie ?

Monsieur le Maire précise que les frais de gestion, prélevés sur les dons, s'élèvent à environ 3%. A noter que les donateurs pourront en outre déduire leurs dons de leurs impôts sur le revenu ou sur les sociétés, mais aussi au titre de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (I.S.F) dans les conditions prévues par le Code Général des Impôts.

Madame BERTON souhaite savoir si les frais de la réfection de la toiture sont à la charge pleine et entière de la commune.

Monsieur le Maire répond par l'affirmative, rappelant par ailleurs la particularité de la législation en vigueur sur le droit local, et précise que l'entretien courant incombe au Conseil de Fabrique s'il en a les moyens (et à la commune dans le cas contraire), mais que les travaux lourds incombent à la commune.

Point n° 3 inscrit à l'ordre du jour :

Rétrocession de voirie impasse de l'Archyre

Monsieur FRANZKE, Adjoint au Maire en charge des Travaux, explique au Conseil Municipal que la société EIFFAGE a réalisé en 2012-2013 une opération d'aménagement (logements, voiries, parc paysager) sur un terrain lui appartenant situé « impasse de l'Archyre ».

Cette opération étant à présent terminée et toutes réserves sur les réseaux levées par les différents concessionnaires, elle envisage de rétrocéder à l'euro symbolique à la commune les parcelles sections 265, 270, 275, 237, 267 et 269 ayant vocation à entrer dans le domaine public (voiries, parc paysager). Leur entretien et leur gestion incomberont ensuite à la commune.

La superficie des parcelles est la suivante :

- 265 : 2106 m²
- 270 : 348 m²
- 275 : 73 m²
- 237 : 486 m²
- 267 : 1021 m²
- 269 : 73 m²

Une fois que l'acte d'achat aura été signé par les parties et que l'acte constatant le transfert de propriété aura été publié au Livre Foncier, alors le Conseil Municipal sera amené à délibérer sur le classement de la voirie dans le domaine public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Sur proposition de Monsieur FRANZKE, Adjoint au Maire en charge des Travaux,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer l'acte d'achat pour les parcelles évoquées ci-dessus.

DECIDE que l'achat se fera à l'euro symbolique et que le notaire en charge de ce dossier sera Maître Malher,

CHARGE le Maire d'exécuter la présente délibération,

Adopté à l'unanimité.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Monsieur PERRET demande si les accès pour les Personnes à Mobilités Réduites (P.M.R) sont aux normes.

Monsieur FRANZKE répond qu'il y a un endroit où une pente est à 7% et que celle-ci ne répond sans doute pas aux normes. Néanmoins, ce problème a déjà été porté à la connaissance d'EIFFAGE, qui a beaucoup de mal à faire le nécessaire pour résoudre cette difficulté technique.

Monsieur le Maire dit qu'il serait approprié de prendre attache avec le responsable à la Direction Départementale du Territoire (D.D.T) en charge de ces questions afin qu'il livre à la commune son avis sur ce problème.

Monsieur CHOLLOT demande si dans les parties rétrocédées, il y a des parkings publics.

Monsieur FRANZKE confirme qu'il y a bien un parking public.

Point n° 4 inscrit à l'ordre du jour :

Rétrocession de voirie rue Drogon

Monsieur FRANZKE, Adjoint au Maire en charge des Travaux, rappelle aux membres du Conseil Municipal que la voirie de la rue Drogon n'appartient pas à la commune, mais au « Syndicat du lotissement le domaine des Hauts de Scy ».

Ce dernier en propose la rétrocession à la commune (voirie située section 1 N°327/123 d'une superficie de 1535 m²), afin d'éviter tout problème lors d'interventions futures notamment en ce qui concerne l'éclairage public. M. FRANZKE précise que l'achat de la parcelle évoquée ci-dessus se fera à l'euro symbolique.

Une fois que l'acte d'achat aura été signé par les parties et que l'acte constatant le transfert de propriété aura été publié au Livre Foncier, alors le Conseil Municipal sera amené à délibérer sur le classement de la voirie dans le domaine public.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'avis favorable des concessionnaires,

Sur la proposition de Monsieur FRANZKE, Adjoint au Maire en charge des Travaux,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer l'acte d'achat de la parcelle située section 1 N°327/123,

DECIDE que l'achat se fera à l'euro symbolique,

CHARGE le Maire d'exécuter la présente délibération.

Adopté à l'unanimité.

Monsieur PERRET demande si la rue Drogon est aux normes PMR.

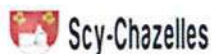
Monsieur le Maire vérifiera si cette rue a fait l'objet du diagnostic général réalisé par la précédente municipalité, et qui identifiait les travaux de mise aux normes.

Madame LESURE demande si c'est un notaire qui effectuera l'acte d'achat.

Monsieur le Maire répond que la commune va rédiger, pour cette acquisition, un acte administratif en la forme authentique.

Monsieur HANEN pose la question de l'avis des concessionnaires qui n'est pas mentionné dans le présent rapport.

Monsieur le Maire répond que cela sera intégré dans la délibération finale.



PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Point n° 5 inscrit à l'ordre du jour :

Désignation d'un représentant aux Jardins Familiaux

Monsieur le Maire rappelle que Madame Sandrine BRISSE, ancienne conseillère municipale, avait été désignée pour représenter la commune au sein de l'association des Jardins Familiaux.

La démission suite à mutation professionnelle de Madame Sandrine BRISSE oblige le Conseil Municipal à désigner un nouveau représentant.

M. HANEN Christian se porte candidat pour cette fonction.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DESIGNE Monsieur HANEN Christian pour représenter la commune au sein de l'association des Jardins Familiaux.

CHARGE Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits.

Adopté à l'unanimité.

Point n° 6 inscrit à l'ordre du jour :

Bibliothèque de Scy-Chazelles – Désherbage

Madame LESURE, Adjointe au Maire en charge du Développement de la Vie Locale, explique aux membres du Conseil Municipal que le désherbage en bibliothèque consiste en un élagage des collections afin de pallier leur vieillissement, faire place aux nouveautés et proposer au public des collections attractives, pertinentes et mises à jour régulièrement.

Les objectifs sont de :

- veiller à la cohérence des collections en proposant des ouvrages actuels aux informations fiables,
- mieux répondre aux attentes du public,
- prioriser la qualité à la quantité,
- aérer les rayonnages pour une meilleure valorisation des collections.

Les critères de désherbage sont les suivants :

- documents en mauvais état physique et dont la réparation serait impossible ou très onéreuse : livres abîmés, jaunis, tachés, ainsi que les CD et DVD illisibles ;
- documents au nombre d'exemplaires devenu trop important par rapport aux besoins : avoir les ouvrages en plusieurs exemplaires ne constitue pas toujours une nécessité ;
- documents au contenu manifestement obsolète : la date de publication peut être un premier indice ;
- niveau intellectuel, valeur littéraire ou documentaire : ouvrages trop spécialisés, erreurs d'achat, best-sellers d'une époque ;
- documents ne correspondant plus à la demande du public : les documents jamais ou peu consultés depuis longtemps, tout en ne subissant pas la pression du public au risque de banaliser les collections en retirant des ouvrages de qualité, mais plus exigeants et moins connus.

La liste des ouvrages proposés au désherbage de la bibliothèque de Scy-Chazelles comprend :

- les revues et magazines appartenant à la bibliothèque et datant de plus de deux ans dont il est nécessaire de se séparer, car ce genre de document est par essence d'une durée de vie éphémère. Ils ont jusqu'à présent été gardés en archive, mais après deux ans sans sortie (sans demande), celui-ci est considéré comme un document mort ;

Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

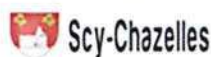
Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

- les romans, biographies, documentaires et albums jeunesse en très mauvais état et irréparables.

Éliminer ces ouvrages fait partie des obligations de la bibliothécaire pour une bonne gestion du fonds et il est nécessaire que tout un chacun soit informé de cela afin de pouvoir justifier cette élimination. En effet, ces documents ayant été acquis soit sur des crédits municipaux, soit pour certains sur des dons de revues, il est impératif de pouvoir apporter cette information à tout citoyen qui le demanderait.

Ainsi, les documents qui sont proposés au désherbage sont ceux figurant dans la liste ci-jointe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1311-1 alinéa 1,

Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2141-1,

Sur proposition de Madame Cathy LESURE, Adjointe au Maire en charge du Développement de la Vie Locale,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le déclassement des documents suivants, provenant de la bibliothèque municipale (cf. liste des ouvrages ci-jointe) :

- documents en mauvais état,
- documents au contenu obsolète,
- documents ne correspondant plus à la demande de nos lecteurs,
- exemplaires multiples.

Sur chaque document sera apposé un tampon « Rayé à l'inventaire ».

AUTORISE la cession de ces documents gratuitement à des institutions ou associations si leur état le permet, leur utilisation par la bibliothèque dans le cadre d'ateliers d'arts plastiques, ou à défaut leur destruction et, si possible, leur valorisation comme papier à recycler.

DIT que l'élimination d'ouvrages sera constatée par un procès-verbal mentionnant le nombre d'ouvrages éliminés et leur destination, auquel sera annexé un état des documents éliminés comportant les mentions d'auteur, de titre et de numéro d'inventaire.

CHARGE le responsable de la Bibliothèque municipale de procéder à la mise en œuvre de la politique de régulation des collections telle que définie ci-dessus et de signer les procès-verbaux d'élimination.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

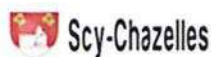
Point n° 7 inscrit à l'ordre du jour :

Demande de subvention au Conseil Départemental de la Moselle au titre de l'Action culturelle dans les bibliothèques – InsoLivres 2016

Madame LESURE, Adjointe au Maire en charge du Développement de la Vie Locale, explique au Conseil Municipal que la bibliothèque va organiser une nouvelle édition « InsoLivres ». Cette activité culturelle est développée et encouragée par le Conseil Départemental de la Moselle depuis 2008 afin de promouvoir la lecture publique. Cette année, la bibliothèque a choisi des animations autour du « carnet de voyage » et les activités envisagées sont les suivantes :

Atelier artistique axé sur les carnets de voyage à destination d'un public adulte. L'atelier sera animé par l'artiste Anne Bronner et sera l'occasion de découvrir autrement la commune de Scy-Chazelles à travers la création d'un carnet de voyage ;

Atelier artistique axé sur les carnets de voyage à destination du jeune public à partir de 6 ans. L'atelier sera animé par la bibliothécaire, ainsi que par des bénévoles. Cet atelier aura lieu au port de Scy-Chazelles et sera l'occasion de découvrir un lieu particulier de la commune et d'initier le jeune public à l'art du carnet de voyage. Les



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

travaux réalisés en atelier, adulte et enfant, seront exposés à la bibliothèque jusqu'à la fin du mois de juin ;

Lectures de contes à destination du jeune public (2-11 ans) seront proposées dans la commune, au Parc de l'Archyre. Sur le thème du voyage, les histoires pourront être contées également aux enfants de la micro-crèche et des écoles maternelles de la commune

Le projet développé par la bibliothèque devra être labellisé par le Conseil Départemental, qui pourra dès lors lui octroyer une subvention si la commune en fait la demande.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Sur proposition de Madame LESURE, Adjointe au Maire en charge du Développement de la Vie Locale,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'élaboration et à l'exécution de ce projet.

AUTORISE le Maire à solliciter une demande de subvention auprès de Conseil Départemental.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Point n° 8 inscrit à l'ordre du jour :

Demande de subvention au titre de la réserve parlementaire de M. GROSDIDIER, Sénateur, pour des équipements en faveur des écoles

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, fait part aux membres du Conseil Municipal de besoins supplémentaires en équipements formulés par les écoles (matériel informatique, vidéoprojecteurs et écrans, jeux extérieurs, ...). La commune y est donc très favorable, ces besoins étant justifiés afin de permettre aux enseignants et aux enfants d'évoluer dans les meilleures conditions possibles.

Le coût estimé de ces achats s'élève à 5 741,00 euros Toutes Taxes Comprises.

Il convient donc de le solliciter en vue d'obtenir une subvention pour ces nouveaux investissements en faveur des écoles prévus par la commune en 2016.

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances,

Le Conseil après en avoir délibéré,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération,

AUTORISE le Maire à solliciter Monsieur François GROSDIDIER afin de lui demander une subvention au titre de sa réserve parlementaire,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Point n° 9 inscrit à l'ordre du jour :

Ligne de trésorerie

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, explique au Conseil Municipal que la commune souhaite disposer d'une ligne de trésorerie s'élevant à 150 000 euros. En 2015, la ligne de trésorerie n'a pas été utilisée et il convient de la renouveler chaque année par mesure de précaution afin de faire face à un éventuel retard dans le versement d'une recette attendue et budgétisée. Après consultation de plusieurs établissements bancaires et après analyse le Crédit Mutuel a remis l'offre la plus compétitive pour la commune.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Il est donc proposé au Conseil Municipal de sélectionner l'offre du Crédit Mutuel.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à ouvrir une ligne de trésorerie d'un montant de 150 000 euros pour l'année 2016 auprès du Crédit Mutuel.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité

Point n° 10 inscrit à l'ordre du jour :

Sollicitation d'une aide financière pour la création partagée

Monsieur GROUTSCH, Adjoint au Maire en charge de la Communication, des Nouvelles Technologies et de la Culture, explique aux membres du Conseil Municipal que la municipalité a été sollicitée pour un projet de « Résidence d'auteur » à SCY-CHAZELLES (le descriptif et les modalités du projet sont joints en annexe). La commune porterait ce projet en collaboration avec la Maison de Robert Schuman, l'Université de Lorraine et le Centre de Recherche sur les Médiations. La Maison de Robert Schuman a également proposé à une association sigéo-castelloise, en l'espèce Etincelles, d'être partenaire du projet. Son but est double, car il permettrait à des auteurs de se plonger dans l'histoire et le patrimoine de la commune tout en leur inspirant des poèmes ou des œuvres littéraires qui seront publiés et envoyés à des habitants de la commune.

Ce type de création littéraire est unique en Moselle, mais nécessite que la commune soit porteuse du projet. Ainsi, elle pourra solliciter le Conseil Départemental pour obtenir une aide financière de 5 000 euros pour un projet total estimé au global et en comptant les autres cofinanceurs à 10 000 euros, étant entendu que la commune ne prendrait en charge que les dépenses à hauteur des 5 000 euros alloués.

L'aide financière du Conseil Départemental ne peut excéder 50% du budget total du projet.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Sur la proposition de Monsieur GROUTSCH, Adjoint au Maire en charge de la Communication, des Nouvelles Technologies et de la Culture,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

DECIDE que la commune sera porteuse du projet de Résidence d'auteur à SCY-CHAZELLES.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents relatifs l'élaboration et à l'exécution de ce projet.

DECIDE que la commune ne prendra aucune autre dépense à sa charge si le montant de 5 000 euros est dépassé dans le cadre de ce projet.

Autorise Monsieur le Maire à solliciter une aide financière de 5 000 euros auprès du Conseil Départemental pour la création partagée.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 1 (Monsieur Jean-Loup MAHIEU)

Monsieur MAHIEU demande si les communes ont réellement pour mission de lutter contre la précarité des écrivains dans la mesure où celui-ci sera rémunéré.

Monsieur GROUTSCH rappelle que le Conseil Départemental est partenaire de ce projet et qu'il a un but culturel.

Monsieur MAHIEU souhaite connaître les autres cofinanceurs de ce projet.

Monsieur le Maire précise que les financeurs sont notamment le C.R.E.M, le Conseil Départemental et la D.R.A.C.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Monsieur MAHIEU demande ce qui se passera si un cofinanceur est dans l'impossibilité de régler la somme sur laquelle il s'est initialement engagé.

Monsieur GROUTSCH répond qu'il conviendrait de faire confiance au Conseil Départemental de gérer cet éventuel cas de figure, et que son but n'est bien entendu pas de piéger la commune.

Monsieur DESFORGES insiste sur les dépenses du projet en souhaitant savoir si la commune contribuera financièrement à ce projet.

Monsieur le Maire explique que la commune va prendre en charge financièrement uniquement les 5 000 euros dans ce projet d'où la demande de subvention correspondante au Conseil Départemental.

Point n° 11 inscrit à l'ordre du jour :

Coupure nocturne de l'éclairage public

Monsieur le Maire souhaite dresser un bilan et débattre en Conseil Municipal de la question de la coupure de l'éclairage nocturne.

Il rappelle que la précédente municipalité avait initié la coupure de l'éclairage nocturne chaque jour de 1h00 à 5h00, puis l'avait élargie de 0h45 à 5h15. L'actuelle municipalité avait décidé en septembre 2014, à titre expérimental pour une durée d'un an environ, d'élargir davantage la plage de coupure, à savoir de 0h00 à 5h30.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les points suivants :

- maintenir ou non le principe de coupure de l'éclairage nocturne,
- maintenir ou non la plage horaire de coupure initiée à titre expérimental depuis septembre 2014 de 0h00 à 5h00,
- rétablir éventuellement l'éclairage public sans coupure dans certaines rues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE de maintenir le principe de coupure d'éclairage nocturne,

DECIDE de modifier la plage horaire de coupure de l'éclairage en la fixant de 0h00 jusqu'à l'heure de passage des premiers bus de transport en commun du matin, soit à 5h00.

DECIDE de maintenir la coupure de l'éclairage sur la totalité des rues, excluant ainsi le principe de rétablir l'éclairage dans l'une ou l'autre rue,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité,

Afin de faire un état des lieux de la situation de l'éclairage public et avant d'entamer les débats, Monsieur le Maire a demandé à certains élus d'apporter des éléments d'éclairage sur les points suivants :

- Monsieur GROUTSCH concernant les retours de la population suite aux deux enquêtes annuelles de satisfaction 2014 et 2015 sur la question de la coupure de l'éclairage public,
- Madame BASSOT pour l'impact environnemental de l'éclairage la nuit, ainsi que sur la vie animale et la santé humaine,
- Monsieur FRANZKE pour les impacts énergétique et financier,
- Monsieur PERRET sur les questions de sécurité et les incidences quant aux actes de délinquance et d'incivisme (vols, dégradations, ...) à Scy-Chazelles.

1) Le résultat de l'étude de satisfaction sur la question de l'éclairage public

Monsieur GROUTSCH note que l'étude annuelle 2015, en cours de dépouillement et d'analyse, révèle qu'environ un tiers des personnes ayant répondu à l'enquête n'est pas favorable au principe de la coupure nocturne. Pour certaines d'entre elles, elles sont même particulièrement opposées et l'ont manifesté par des commentaires manuscrits sur le document d'enquête. Néanmoins, la majorité des autres personnes y est favorable et un faible pourcentage des sondés ne s'est pas prononcé sur cette



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

question. La synthèse générale de l'enquête sera publiée dans un prochain bulletin municipal.

Sur l'enquête annuelle 2014, les questions posées étaient différentes et plus diluées sur la question de l'éclairage, de telle sorte que l'exploitation des résultats affichait un taux de l'ordre de 15% de personnes plutôt défavorables à la coupure.

2) L'impact de l'éclairage sur la vie animale et la santé humaine

Madame BASSOT explique au Conseil Municipal que l'absence d'éclairage public a un impact positif sur l'environnement, la vie animale et humaine. En effet, l'éclairage public nuit à la reproduction des animaux, perturbe le métabolisme des oiseaux voyageurs et nuit à la santé humaine, car le sommeil est perturbé par l'éclairage artificiel d'après les études réalisées par des organismes agréés. Il est aussi à noter que ce sont les insectes qui paient le plus lourd tribut, car plusieurs milliers d'entre eux meurent chaque année au contact des luminaires. Cela a pour effet de nuire sensiblement à la biodiversité.

3) L'impact de l'éclairage public sur les finances publiques

Monsieur FRANZKE explique que les économies en termes de consommation d'électricité sont significatives dans les 23 rues que compte la commune. La facture énergétique a diminué, mais elle n'est pas proportionnelle à la consommation d'électricité dans la mesure où le coût de l'énergie a subi plusieurs augmentations depuis quelques années.

À titre d'illustration, la commune a consommé :

347 MWh en 2011 pour un coût total de 31 938 euros TTC au tarif de 0,0496 euros TTC du kWh,

211 MWh en 2012 pour un coût total de 23 208 euros TTC au tarif de 0,0560 euros TTC du kWh,

196 MWh en 2013 pour un coût total de 23 759 euros TTC au tarif de 0,0546 euros TTC du kWh

202 MWh en 2014 pour un coût total de 24 265 euros TTC au tarif 0,0546 euros TTC du kWh,

Monsieur le Maire précise que cette légère hausse résulte vraisemblablement de l'intégration d'une nouvelle rue dans la commune, l'impasse de l'Archyre, réalisée à cette époque.

161 MWh en 2015 pour un coût total de 23905 euros TTC au tarif de 0.573 euros TTC du kWh

Monsieur FRANZKE précise que cette baisse entre 2015 et 2014 résulte de l'élargissement de la plage de coupure mise en place en septembre 2014, de 0h00 à 5h30.

Il précise également qu'aucun des 200 nouveaux lampadaires qui seront moins énergivores n'a encore été installé, ils le seront d'ici fin mars voire avril.

4) La communication des statistiques sur l'insécurité :

Monsieur PERRET énonce qu'au regard des statistiques communiquées par la police nationale tous les mois à la commune, il n'y a pas de lien entre la coupure de l'éclairage et la hausse de la délinquance ou de la criminalité. Il faut aussi relever que les cambriolages et les vols se produisent le plus souvent entre 11h00 et 14h00 et donc en pleine journée. Monsieur PERRET relève aussi que beaucoup de villes commencent à pratiquer cette technique qui est la plus visible sur les autoroutes où l'absence d'éclairage favorise la vigilance des conducteurs.

Le débat s'ouvre après ces interventions.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal si des élus sont opposés au principe même de maintenir la coupure de l'éclairage.

Monsieur le Maire rappelle que quelques administrés, notamment des personnes d'une même copropriété voie de la Liberté, lui ont fait part en fin d'année 2015 de leur inquiétude et de leur mécontentement face à la coupure d'électricité.

Monsieur FRANZKE précise qu'il serait dommage de rétablir l'éclairage, car l'ancienne municipalité a investi environ 10 000 euros dans du matériel permettant de mettre en place et de gérer, par des horloges, la plage de coupure. Il précise néanmoins que toute modification de plage horaire réalisée par l'UEM est facturée de l'ordre de 500 euros.

Aucun membre n'exprime son opposition.

Monsieur le Maire décide de passer aux votes sur ce premier point.

Monsieur le Maire interroge ensuite l'assemblée sur la possibilité de rétablir l'éclairage



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

uniquement dans certaines rues en raison de leur fréquentation.

Monsieur MAHIEU dit que ce serait une erreur de maintenir l'éclairage dans certaines rues et pas dans les autres. Il y aurait une rupture d'égalité entre les citoyens.

Monsieur le Maire rajoute qu'en termes de règles, de principes et de responsabilité en matière d'éclairage public, la commune doit soit éclairer, et dans ce cas elle doit bien éclairer et partout (sans trous noirs par exemple, comme certains suggèrent en n'allumant qu'un lampadaire sur deux), soit ne pas éclairer.

Monsieur le Maire procède au vote concernant cette question.

Monsieur le Maire interroge l'assemblée sur le dernier point relatif à la plage de l'éclairage public.

Monsieur DESFORGES déclare être favorable à la modification de la plage horaire de l'éclairage public dans la mesure où des personnes prennent le bus dès 5h00 du matin.

Madame COLLIN-CESTONE est d'accord avec cette proposition en soulignant que même si une seule personne est concernée, la plage de l'éclairage doit être modifiée en conséquence.

Monsieur le Maire procède au vote concernant cette dernière question.

Point n° 12 inscrit à l'ordre du jour :

Recouvrement des frais engagés par la commune à l'encontre d'un tiers

Madame COLLIN-CESTONE, Adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires, Péri-scolaires, Sociales et de la Petite Enfance, explique au Conseil Municipal qu'un arrêté de police du Maire a été pris à l'encontre d'un administré. Cette personne souffre du syndrome de Diogène, or les personnes atteintes de cette maladie entassent et accumulent les déchets, les aliments et les objets. Devant cette situation singulière, la commune et le Centre Communal d'Action Social ont sollicité les conseils de l'Agence Régionale de Santé.

Néanmoins, les conseils et les mesures de prévention auprès de cette personne n'ont pas suffi dans la mesure où l'A.R.S a prévenu la commune en janvier dernier que l'occupante avait fait une nouvelle chute dans son appartement en raison de son encombrement. Les pompiers ont d'ailleurs fait un signalement afin d'alerter tous les acteurs de ce dossier.

Le 27 janvier 2016, Monsieur le Maire a décidé de mandater une entreprise spécialisée afin de débayer et de désinfecter l'appartement. En effet, l'arrêté de police n'a pas été exécuté alors même qu'une benne a été louée par la commune à un prestataire privé afin que l'occupante puisse évacuer les déchets.

Cette dernière a donc été hébergée dans la résidence sénior DOMETYS, située 1 rue Victor Hugo à Maizières-lès-Metz, du lundi 08/02/2016 au vendredi 12/02/2016. Durant ce délai, l'entreprise France Services, située à Morhange, a procédé au nettoyage de l'appartement. La commune a avancé les frais en raison de l'urgence et du péril qui menaçait la vie de cette personne.

Cependant, les frais engagés par la commune sont importants et les coûts sont les suivants :

- 250 euros Toutes Taxes Comprises correspondant au coût de la location de la benne ;
- 638,04 euros Toutes Taxes Comprises concernant l'évacuation des déchets ;
- 3 528,37 euros Toutes Taxes Comprises pour rémunérer la prestation de France Services ;
- 268,80 euros Toutes Taxes Comprises pour les frais d'hébergement et de repas dans la résidence sénior Domitys.

Cette personne est aidée par le Centre Communal d'Action Sociale car sa situation financière est précaire.

Le denier public a été engagé afin de protéger la vie de cette personne, mais il appartient au Conseil Municipal de solliciter le recouvrement de cette somme auprès du comptable public.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 18

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 21

Convoqués le : 18/02/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Sur la proposition de Madame COLLIN-CESTONE Adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires, Périscolaires, Sociales et de la Petite Enfance,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE de solliciter le comptable public afin qu'il mette tous les moyens en œuvre pour recouvrer les frais engagés par la commune,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité.

Monsieur FRANZKE s'interroge sur le montant que la commune peut espérer recouvrer.

Madame COLLIN-CESTONE lui explique que le comptable public étalera la totalité de la dette s'il le faut afin de recouvrer la somme.

Monsieur BEBON souhaite savoir s'il est possible d'hospitaliser à la demande d'un tiers une personne souffrant de ce syndrome.

Madame COLLIN-CESTONE répond que c'est très difficile dans la mesure où le malade a toutes ses facultés mentales.

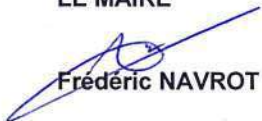
Monsieur FRANZKE souligne que l'intervention de la commune était justifiée au regard du danger que représentait cet appartement pour l'administré et pour les autres occupants de l'immeuble.

Monsieur le Maire précise que la commune était dans l'obligation de prendre un arrêté de police au regard de l'insalubrité et des risques encourus.

=====

Fin de la séance : 20h45

LE MAIRE


Frédéric NAVROT



LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE


Christian HANEN

AFFICHÉ LE 01/03/16

TRANSMIS EN PREFECTURE LE : 01/03/16

